NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 405 du 2 novembre 2025

Au sommaire :

- **Les parlementaires s'écharpent pour servir au mieux les milliardaires et les riches qui nous font la guerre, une farce sinistre et cynique ! -** *Christine Héraud*
- **Contre l'acharnement réactionnaire et colonial de la France, solidarité avec les Kanak en lutte pour l'indépendance -** *Mónica Casanova*
- **Entre ses intérêts nationaux, « *les tempêtes rageuses* » de la mondialisation financiarisée, « *la terreur économique* » de Trump et le prolétariat chinois, la dictature bonapartiste de Xi Jinping déstabilisée** - *François Minvielle*

Les parlementaires s'écharpent pour servir au mieux les milliardaires et les riches qui nous font la guerre, une farce sinistre et cynique !

Le débat budgétaire a commencé lundi dernier à l'Assemblée. Lecornu, impuissant devant la censure, voudrait contraindre les députés à « *prendre leurs responsabilités* », c'est-à-dire leur faire avaliser l'essentiel de son budget de guerre contre le monde du travail.

Tractations secrètes entre groupes, petites négociations et chantages, faux-semblants et vraie farce, les partis donnent le spectacle ridicule d'une gué-guerre sans merci, alors que tous sont d'accord sur le fond pour faire payer la dette et les restrictions budgétaires aux travailleur·es et aux classes populaires, pour préserver les milliardaires et le grand patronat, au nom de la compétitivité des entreprises et de « l'intérêt national ».

Ils discutent tous des intérêts des possédants et des patrons, des tenants de l'économie, en toute indifférence des difficultés et des préoccupations du monde du travail et des conséquences de la régression sociale qu'ils organisent. Toute leur propagande vise à faire accepter l'idée qu'on ne peut pas toucher au capital, sous prétexte qu'il ne faudrait pas « *mettre en péril l'économie* » invoquant un mythe de classe qu'ils voudraient nous imposer, que ce sont les capitalistes qui créent les richesses et non celles et ceux qui produisent, les travailleur·es !

Macronistes, droite et RN exercent leur pression, celle de la dictature du capital contre le monde du travail. Le PS, fidèle à lui-même, serviteur de l'ordre établi, qui a négocié avec Lecornu la promesse de suspension de la réforme des retraites contre la non-censure, et à la condition que le gouvernement fasse au moins mine de taxer les ultra-riches avec la taxe Zucman, s'est au final replié sur une version « light » vidée de tout contenu... sans plus de succès ! La gauche jusqu'à LFI, intégrée à l'ordre social capitaliste, s'inscrit dans cette logique qui s'incline devant le grand patronat et l'économie nationale. Tous craignent l'explosion de la révolte du monde du travail.

Hypocrisie et faux-semblants

Il est peu probable que la mascarade parlementaire aboutisse à un accord et la farce pourrait bien se terminer par l'adoption du budget par ordonnances du gouvernement ou par la censure et sa chute. Les désaccords affichés ne sont qu'un écran de fumée. Aucune des mesures votées cette semaine ne remet en cause les privilèges des grandes fortunes ni le gigantesque transfert de richesses du travail vers le capital qui s'opère depuis des dizaines d'années.

La prolongation de la surtaxe sur les bénéfices des grands groupes, la taxe sur les multinationales et l'augmentation de la taxe Gafam sont bien incapables d'inverser la logique de prédation du capital sur les finances publiques et sur le travail. Le MEDEF qui crie au « *délire fiscal* » peut se réjouir de la poursuite de la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en vue de sa suppression d'ici 2027 et du maintien du crédit impôt-recherche, une des plus grosses niches fiscales dont bénéficie le grand patronat. On est loin de la politique dite confiscatoire contre laquelle il s'insurge !

Le contre budget ultra-libéral du RN pour satisfaire les milliardaires et les patrons

Jeudi, à la farce du débat budgétaire s'est ajouté le sinistre du vote raciste aux relents coloniaux de l'abolition de l'accord franco-algérien de 1968 qui favorisait l'immigration, la circulation et le séjour en France des algériens. Ce premier texte du RN à être voté à l'Assemblée -une victoire

« *historique* » selon Marine Le Pen- auquel se sont ralliés l'UDR de Ciotti et des députés de LR et Horizons, concrétise les avancées de l'union réactionnaire des droites dont Le Pen et Bardella rêvent de prendre la tête.

Le RN s'affiche comme le parti de l'ordre pour servir au pouvoir le grand patronat et les classes dominantes et il cherche à faire oublier quelques moments d'égarement, de démagogie sociale en multipliant les gages de responsabilité à leur égard. Son contre budget, programme ultra-libéral, s'oppose à toute hausse d'impôt sur les profits des entreprises. Et s'il a voulu continuer à donner quelque peu le change en votant la taxation sur les rachats d'actions, il s'est opposé à toutes les mesures de taxation des entreprises et des ultra-riches : la taxe Zucman -« *c'est non, ni light ni hard, rien du tout* » a clamé Marine Le Pen-, le relèvement de la flat tax sur les profits des entreprises, la révision du pacte Dutreil qui exonère la transmission d'entreprise. « *Notre pays est en train d'étouffer sous les normes et les taxes* », a dénoncé Jordan Bardella.

C'est sur les dépenses de l'Etat que le RN compte récupérer les milliards pour payer la dette, aux dépens des travailleur·es et des classes populaires. Il propose 36 milliards de plus que Lecornu à récupérer sur les dépenses de l'Etat, en tapant sur les plus pauvres, les étranger·es, les immigré·es, en taillant à la serpe sur toutes les aides sociales, l'hébergement d'urgence, les subventions aux associations. Ce serait une accélération sans précédent de la régression sociale alors que 900 personnes sans logement sont mortes en France en 2024.

Son appétit de pouvoir pour servir le grand capital, son cynisme se révèlent à ceux qui auraient pu croire à ses discours démagogiques anti-système, de justice sociale et fiscale, de prétendue défense des classes populaires. Il est leur pire ennemi.

Ras le bol de leur politique « *confiscatoire* » contre les travailleur·es

En participant à la comédie des amendements, et en se félicitant d'avoir fait voter l'augmentation de la taxe GAFAM et une taxe exceptionnelle sur les superdividendes, LFI participe du mensonge qui consiste à laisser croire qu'il pourrait y avoir un budget de justice sociale et fiscale sans remettre en cause le capitalisme. Sa politique, qui s'inscrit parfaitement dans le système, comme la relance par la consommation et l'investissement, l'augmentation du budget militaire ou le paiement de la dette, ne peut elle aussi être financée que par un budget d'austérité drastique contre le monde du travail. Une nécessité pour la bourgeoisie qui ne maintient ses profits face à la concurrence capitaliste mondialisée qu'en surexploitant les travailleur·es et perfusée par les finances publiques qui lui procurent en prime la rente des intérêts de la dette.

Les dizaines de milliards de subventions et d'exonérations au grand patronat, à la base de la politique de l'offre et du « *ruissellement* » menée par tous les gouvernements de droite et de gauche n'ont eu aucun effet sur les emplois et les salaires. « *Le ralentissement observé en 2024 se confirme* » a annoncé Bercy. Les fermetures d'entreprises et licenciements se multiplient. La CGT dénonce une vague de plans sociaux, 444 enregistrés depuis juin 2024, dont 325 dans le seul secteur industriel et estime que 30 000 emplois sont directement menacés dans les mois qui viennent.

Le budget de la sécu, qui sera discuté à l'Assemblée la semaine prochaine, prévoit aussi de s'en prendre aux malades, aux plus pauvres… 7,1 milliards d'économies sur les prescriptions d'arrêts maladie dont la durée sera plafonnée, les franchises sur les médicaments, les consultations médicales… et le gel de l'ensemble des retraites de base et des prestations sociales en 2026.

Le Parlement débat des intérêts des possédants, organisons-nous pour discuter de la défense de nos intérêts en toute indépendance de classe

Le grand absent du débat parlementaire est le monde du travail, les besoins de celles et ceux qui produisent tout et font tourner la société, irréconciliables avec la logique du profit et la domination du capital.

Ceux qui prétendent être les seuls à même de diriger l'économie sont ceux-là mêmes qui sont responsables de la régression sociale, du militarisme et de la guerre, des menaces de krach financier, de la destruction de la planète. Il est nécessaire qu'en toute indépendance du cirque parlementaire et des partis institutionnels, les travailleur·es discutent de leurs propres intérêts de classe, qu'ils s'organisent et créent leur propre parti pour imposer l'annulation de la dette, l'expropriation des banques et des grandes entreprises, pour mettre l'ensemble des richesses produites au service de la collectivité, hors de toute logique de profit. En réponse à la passivité complice des directions syndicales, il n'y a pas d'autre voie pour nous faire entendre et inverser le cours des choses, renverser la table.

Le cirque politicien qui se joue à l'Assemblée entre partis dont aucun ne remet fondamentalement en cause le droit des milliardaires et du grand patronat à diriger l'économie et la domination du capital accélère l'évolution des consciences, les ruptures, et fait avancer l'idée qu'il n'y a pas d'autre issue qu'en prenant nous-mêmes en main, aujourd'hui, la direction de nos mobilisations et de nos luttes, pour vaincre l'offensive de l'union des droites, l'extrême-droite et leurs idéologies réactionnaires, le militarisme et la guerre, mettre fin au hold-up des milliardaires sur les richesses de la société, pour nous préparer à prendre en main la direction de la société.

Christine Héraud

Contre l'acharnement réactionnaire et colonial de la France, solidarité avec les Kanak en lutte pour l'indépendance

Du 27 au 29 octobre, l'Assemblée et le Sénat ont voté le report à l'été prochain des élections provinciales qui devaient se tenir en novembre en Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Le gouvernement français, même affaibli et instable, même après avoir écarté Valls qui l'a amèrement regretté, garde le cap. Lecornu l'a déclaré dans son premier discours en tant que Premier ministre : ce vote et la mise dans la Constitution de l'accord de Bougival étaient sa deuxième priorité après le vote du budget.

Un nouveau et double passage en force contre le peuple kanak

La France décide, à 17 000 kilomètres de l'archipel, sans l'accord des intéressés, les peuples de Kanaky colonisés, d'un projet de loi de report des élections concocté par un macroniste caldoche des plus loyalistes, Metzdorf, en s'appuyant sur un pré-accord « *de Bougival* » signé à huis clos dans un hôtel parisien par les indépendantistes et les non indépendantistes le 12 juillet dernier. Il sera rejeté par un congrès exceptionnel du FLNKS sous la pression de ses bases quelques jours après.

Ce report des élections ne sert que les ennemis acharnés de l'indépendance puisqu'il donne le temps de mettre en place le dégel électoral de Macron qui avait mis le feu aux poudres au printemps 2024. Au moment où il était devenu possible aux Kanak de gagner le referendum pour l'indépendance prévu par les accords de Nouméa de 1998, ce dégel, une ouverture du corps électoral de 16 à 20 000 nouveaux venus de la Métropole, rendait encore plus minoritaires les Kanak sur leur propre territoire ; c'était selon l'expression du FLNKS « *une recolonisation de leur pays* ».

Toujours Lecornu, en tant que ministre de l'Outre-mer en 2021, avait imposé ledit referendum en pleine pandémie et deuil des kanak suite à de nombreux morts, ce qui avait entraîné son boycott par le FLNKS et la victoire des loyalistes.

Quant à l'accord de Bougival, il met un point final aux referendums sur le droit à l'autodétermination en échange d'un « Etat », une « nationalité » calédonienne et une présence diplomatique symboliques, en laissant la police, l'armée, la justice, la monnaie entre les mains de la France : une entourloupe. Comme le disait la dirigeante du FLNKS Brenda Wanabo-Ipeze : « *nous ne pouvons pas être indépendants dans un autre pays* » !

L'accord accroît en plus le poids de la province sud la plus riche et blanche sur les deux autres en allant dans le sens des loyalistes comme Sonia Backès qui souhaitent une sécession du pays.

La CCAT (Cellule de coordination d'action sur le terrain), née à l'initiative de Christian Tein et de son parti l'Union Calédonienne membre du FLNKS mais l'ayant débordé en organisant les blocages de mai 2024, a appelé à s'y opposer par une manifestation pacifique le matin du 25 octobre, puis deux rassemblements appelés par le FLNKS le 27 octobre (ce premier interdit) et le 31 octobre au matin.

Dérisoires manœuvres parlementaires au mépris du droit des peuples, l'impossible « *paix civile* »

LFI s'est opposée ouvertement au vote du report à l'Assemblée en déposant 1624 amendements, pour un retour à « *la paix civile* », les Verts et le PC l'ont aussi contesté au Sénat et en Commission parlementaire. Les macronistes, avec le soutien du PS, ont opposé une motion rejetant tous les amendements en rejetant leur propre texte pour empêcher tout débat public ou amendement du projet de loi : un nouveau 49-3, comme dit le FLNKS.

Ce que LFI, le PC et les Verts appellent « *la paix civile* » n'est cependant pas le produit d'un vote mais de la révolte insurrectionnelle des Kanak entre 1984 et 1988. C'est elle qui a obligé le gouvernement français et les loyalistes à signer les accords de Matignon en 1988 puis de Nouméa en 1998 instituant un calendrier vers « *la décolonisation* » organisée par la puissance coloniale et une certaine représentation des indépendantistes dans les instances locales.

Depuis, la France poursuit sa domination en lien avec les loyalistes. Elle a dû concéder la gestion de la région Nord de l'île et de sa flambante mine de nickel aux indépendantistes qui s'est achevée par un fiasco : la mine a fermé en 2024 avec 1200 licenciements.

La situation économique et sociale s'est dégradée ces dernières années surtout à cause de la chute du cours du minerai. Les inégalités sociales recouvrant des discriminations raciales déjà très importantes, ont augmenté. Les jeunes générations, moins affiliées aux partis indépendantistes, plus urbaines, précaires, pour certaines ayant eu accès aux études en Métropole mais se retrouvant sans emploi, ont fait éclater leur colère au moment de l'offensive de Macron contre l'accord de Nouméa et le gel du corps électoral.

La réponse de la France a été la répression avec 15 morts souvent jeunes dont 12 Kanak, l'envoi de l'armée, de CRS et de blindés en nombre, 1500 arrestations, au moins 200 emprisonnements et la déportation en juin 24 sans procès de 69 prisonniers en Métropole dont des militant·es politiques libéré·es un an plus tard et qui viennent juste d'avoir le droit de retourner en Kanaky en octobre, sans que l'État français paye leur billet « retour ».

L'archipel sera frappé de plein fouet par le budget prévu pour 2026 avec des coupes préfigurant celui en France (baisse des moyens aux collectivités, des allocations, augmentation des franchises médicales…).

La révolte a fait paniquer les patrons. Malgré les aides aux entreprises du gouvernement dont une exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant 3 ans pour les nouvelles entreprises et une baisse de son taux de 30 à 20 ou 25 % pour toutes, il y a eu 11 000 licenciements et de nombreuses fermetures dont la mine de Thio.

La situation de la population est devenue catastrophique, il n'y a plus « *de quoi remplir le panier d'ignames* ». Il en découle de l'attentisme, une colère sourde, une lucide défiance vis-à-vis de la politique impuissante du FLNKS et du CCAT.

L'indépendance de la Kanaky, le respect du droit des peuples ne peuvent se gagner que contre les vestiges du colonialisme et le capitalisme

Le gouvernement défend les intérêts de l'impérialisme français et des élites caldoches dans un monde où la concurrence pour le nickel, principale production de Kanaky-Nouvelle Calédonie, s'accentue, où la Métropole s'accroche à ses confettis coloniaux comme l'archipel et sa position maritime et géostratégique en particulier face à la Chine.

Notre solidarité avec le peuple kanak bafoué dans son existence et ses droits est totale. Avec ses représentant·es, nous exigeons que toutes les poursuites judiciaires soient levées et tous les prisonniers politiques libérés, les autres déportés rapprochés de leurs familles à la charge de l'État français.

La gendarmerie et l'armée française n'ont rien à faire dans un territoire qui n'est pas leur colonie. C'est au peuple kanak de décider de son destin.

Le retour en arrière n'est plus possible. Le droit à l'autodétermination, à la séparation de la France, à l'indépendance s'impose. Aux Kanak sont venus se joindre des travailleurs·es des îles d'Océanie et de Mélanésie qui ont des intérêts communs contre la puissance dominante française en déclin dans la région.

« *Merde à Bougival, projet colonial* » disait une banderole dans la manifestation du 31 octobre. Il n'y aura effectivement pas de paix sans s'en prendre au capitalisme français au cœur de la Métropole, ce capitalisme qui impose aux travailleurs en France un budget agressif contre leurs droits, au service des milliardaires et des militaires.

Notre solidarité, c'est notre lutte contre notre bourgeoisie et son Etat, leur politique coloniale et leur nationalisme militariste, aux côtés du peuple Kanak, pour son droit à l'autodétermination, son émancipation.

Mónica Casanova

Entre ses intérêts nationaux, « *les tempêtes rageuses* » de la mondialisation financiarisée, « *la terreur économique* » de Trump et le prolétariat chinois, la dictature bonapartiste de Xi Jinping déstabilisée

Alors que Xi Jinping venait de conclure le 4ème Plénum du PCC pour renforcer son pouvoir à coup de purges et préparer une « *économie de combat* », et que de son côté, Trump achevait une tournée en Asie pour renforcer les accords commerciaux et les alliances des USA, leur rencontre le jeudi 30 octobre a été qualifiée de « *pause* » dans l'escalade de la guerre commerciale entre les deux premières puissances mondiales.

Juste avant, Trump avait annoncé « *nous voulons faire un deal* » en guise d'apaisement le dimanche… avant de brandir la menace ultime, la reprise des essais d'armes nucléaires le mercredi : « *je n'avais pas le choix ! La Russie est deuxième et la Chine loin derrière, mais elles seront à égalité d'ici à cinq ans* ».

Après la rencontre, Trump s'est félicité de la trêve temporaire obtenue au cours de cette réunion « *géniale* ». Xi Jinping a été plus réservé : « *Les deux équipes doivent affiner et finaliser le travail de suivi au plus vite* […] *pour rassurer les économies de la Chine, des Etats-Unis et du monde* ».

Mais la trêve promise n'arrête en rien les mécanismes profonds de la concurrence entre leurs intérêts capitalistes rivaux confrontés à la panne de la mondialisation capitaliste financiarisée. Les points marqués par Xi lors de la rencontre ne peuvent cacher que cette situation déstabilise la dictature bonapartiste chinoise, cherchant à concilier des logiques contradictoires, celle du développement national face aux ambitions d'expansion sur le marché mondial et à la soif de profit des milliardaires… qui provoque les luttes et le mécontentement grandissant d'un prolétariat moderne et puissant.

Les ambitions nationales du PCC confrontées aux difficultés du capitalisme chinois dans la guerre commerciale

Une semaine avant la rencontre entre Xi et Trump, s'achevait un Plénum du PCC (réunion de l'ensemble du comité central) dont l'objectif était la préparation du prochain plan quinquennal qui orientera l'économie de la Chine de 2026 à 2030. Sa conclusion publiée le 23 octobre annonçait « *Nous devons avoir le courage d'affronter des mises à l'épreuve majeures par vents violents, des vagues éprouvantes et même des tempêtes rageuses, et surmonter les difficultés, risques et défis avec un esprit d'initiative historique* ».

La situation du capitalisme mondial, entre stagnation et récession depuis la crise de 2008-2009, frappe aussi la Chine qui depuis quinze ans ne peut plus retrouver la croissance rapide des 9 à 14 % annuels des années 90 à 2010. Le régime est bien obligé de s'y plier, le Plénum se contentant d'un objectif de 4,5 % de croissance pour les cinq ans à venir, un « *développement modéré de qualité* » justifie Xi.

L'excédent commercial 2025 va atteindre un record, 1200 milliards de dollars estimés, malgré le recul des exportations vers les USA (-33 % en un an), compensé par une hausse du commerce vers les autres régions du monde (+10 % vers l'UE ; +26 % vers l'Afrique) et l'utilisation de « *plateformes de rebonds* », des pays servant d'intermédiaires pour contourner la limitation des exportations vers les USA.

La panne est pourtant bien réelle. Le recul de la croissance a accru les licenciements, la pauvreté et le chômage des jeunes, faisant reculer la consommation interne sur les biens essentiels, l'alimentation, comme sur l'immobilier toujours en crise, y compris pour les classes moyennes, touchées aussi, qui préfèrent économiser que consommer.

Pour faire face à ces conséquences de la guerre commerciale mondialisée, le PCC compte sur l'intervention de l'Etat. Depuis la reconstruction du pays après la révolution nationale de 1949, jusqu'aux débuts de l'intégration au marché mondial dans les années 80, c'est l'Etat, avec le PCC et l'armée, qui par son intervention a impulsé et organisé l'économie, accumulant et investissant les capitaux nécessaires au développement économique, créant une forme inédite de capitalisme étatique dans ce pays. Durant les trente dernières années, cet atout puissant a permis de faire passer l'économie chinoise du rôle d'atelier du monde, soumis aux commandes des grandes puissances, au rang de 2ème puissance économique, rivalisant avec les USA sur de nombreux points, au prix d'une exploitation féroce des travailleur·ses.

Le dernier Plénum compte sur cet étatisme pour maintenir la croissance, par les constructions d'infrastructures, les investissements dans la production, l'innovation, l'IA, contrôler le marché et limiter la surproduction dans certains secteurs, accroître « *l'autonomie chinoise* » sur le plan technologique, notamment dans le domaine des semi-conducteurs, la technologie qui permet potentiellement de contrôler l'infrastructure numérique mondiale.

Les ambitions des capitalistes chinois sur le marché mondialisé et financiarisé en contradiction avec le développement national

Mais l'étatisme national est impuissant face au marché mondial et entre en contradiction avec lui. Pour continuer à conquérir des parts de marché, le capitalisme chinois compte à la fois sur son haut niveau technologique et sur les bas salaires pour produire à moindre coût, freinant ainsi son propre développement national.

La bataille entre les USA et la Chine autour des semi-conducteurs et de l'intelligence artificielle est au cœur de ces contradictions.

Après de nombreuses attaques commerciales états-uniennes sous Trump 1 et Biden (interdictions de Huawei et d'autres entreprises chinoises des télécoms), la « *terreur économique* » de Trump 2 par l'embargo des semi-conducteurs et par les droits de douane, qui sont montés jusqu'à 145 % en avril avant de s'établir en moyenne à près de 58 % en octobre, a fini par provoquer principalement deux réactions de l'Etat chinois. Il a renforcé les liens commerciaux avec d'autres puissances, comme le Brésil qui lui fournit maintenant plus de 80 % de son soja à la place des USA. Et il a annoncé le 9 octobre des mesures limitant les exportations des terres rares, pour frapper directement les fabricants états-uniens de l'électronique… retournant contre les USA leurs propres mesures.

L'emballement a continué avec l'annonce par Trump, le lendemain, que les droits de douane remonteraient à 100 % pour les importations chinoises, tandis que son représentant au commerce dénonçait « *une forme de coercition économique sur tous les pays du monde* »… pour mieux cacher la responsabilité première de l'impérialisme US dans la guerre commerciale.

Trump mène celle-ci tout en craignant le découplage qu'il provoque lui-même, la rupture économique avec la Chine, dont il a besoin aussi bien sur le plan financier que pour la production de nombreux biens. Le patron d'Apple déclarait il y a quelques mois que « *l'idée reçue est que les entreprises s'installent en Chine en raison de la faiblesse des coûts de main-d'œuvre* » pour insister sur « *la quantité de compétences réunies en un seul endroit et leur nature. Nos produits nécessitent un outillage très sophistiqué et la précision requise pour l'outillage et le travail des matériaux que nous utilisons est à la pointe de la technologie* ».

Xi de son côté est obligé, pour assurer le développement national, de riposter et de poursuivre sa politique d'exportation devenue une politique de conquête de marchés et d'alliances.

Les deux puissances se disputent tous les marchés du monde, comme l'illustre la tournée de Trump en Asie la semaine dernière, et les milliards de contrats commerciaux passés avec le Vietnam, la Thaïlande, le Japon…

Finalement, la rencontre des deux en Corée du Sud semble effectivement marquer une pause… pour un an prétendent-ils, l'accord devant être revu régulièrement. Trump a obtenu que la Chine reprenne des achats de soja états-unien et surtout qu'elle suspende pendant un an ses restrictions sur les terres rares, tandis qu'il concédait une baisse des droits de douane à 47 % et la levée de l'interdiction d'exporter des semi-conducteurs vers la Chine. On peut douter de la version officielle qui prétend que la situation de Taïwan -qui en est un des plus gros producteurs mondiaux- n'aurait pas été évoquée.

Le contenu de l'accord comme les communiqués respectifs illustrent à quel point la concurrence reste acharnée.

Elle provoque l'instabilité et inquiète les marchés mondiaux, ce qu'exprime le journal *The Economist* : « *L'équilibre de la terreur économique n'est pas une base pour la stabilité* ».

Xi Jinping déstabilisé multiplie les purges massives face aux difficultés de son pouvoir et aux appétits des milliardaires

Jusque-là, cette confrontation moins violente avait permis à la dictature de Xi Jinping de se renforcer comme un bonapartisme, un point d'équilibre et de stabilité entre des forces contradictoires, avec d'un côté la dynamique d'exportations et de conquêtes poussant aux rivalités avec les USA et favorisant le développement des intérêts privés d'une nouvelle bourgeoisie en Chine, et d'un autre côté, le développement national du marché intérieur, l'accroissement du prolétariat, la modernisation du pays, s'appuyant aussi sur des partenariats avec les multinationales occidentales.

Mais cet équilibre est aujourd'hui rompu par l'exacerbation de la guerre commerciale. Le pouvoir bonapartiste de Xi, déstabilisé, impuissant à rétablir cet équilibre, répond par une fuite en avant répressive y compris au sommet de l'État, de l'armée et de la classe capitaliste.

Les purges menées par une « *Commission centrale d'inspection de la discipline* » entièrement à la main de Xi qui exige une « *loyauté sans murmure* », vient, juste avant le Plénum, de frapper neuf hauts généraux, dont le n°2 de l'armée, membre du bureau politique. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi, des centaines de milliers de cadres du PCC ont subi disparitions, expulsions, démissions, arrestations, toujours au nom de la lutte contre la corruption.

Le pouvoir est déstabilisé aussi par les ambitions des milliardaires dont la fortune dépend du marché mondial et des places financières, tout en étant soumis au PCC et à l'Etat, ses normes, ses règles. La crise financière de l'immobilier en est une illustration, les appétits des dirigeants des groupes du secteur ayant provoqué des faillites en cascade et des milliers de sans logis, malgré les « *lignes rouges* » fixées par le régime. Le poids des milliardaires, 823 en 2024 contre 870 aux USA, et de leurs entreprises est aujourd'hui considérable. La richesse des 100 plus fortunés va de 3,9 milliards à plus de 45, dont le patron de Tik Tok, le 3ème d'entre eux. Quand les appétits deviennent incontrôlables, les purges les frappent aussi, comme la disparition en 2021 de Jack Ma, patron d'Ali Baba, mais aussi en 2024 un ancien président de la Bank of China et un ancien gouverneur adjoint de la banque centrale de Chine, et bien d'autres. L'Etat dit mener une bataille contre la finance, qualifiée « *d'intermédiaire indésirable* » par Xi qui voudrait la contenir pour éviter les crises comme celles de 2008-2009.

Son pouvoir est instable et il compte sur un PCC à sa main et une armée contrôlée. Il lui accorde des moyens accrus, pour en faire à terme une « *armée de rang mondial* », modernisée, loin d'atteindre pour autant le niveau de celle des USA.

Des contradictions indépassables dans le cadre du capitalisme, la révolution permanente à l'œuvre

Les purges ne résoudront rien au ralentissement du développement national qui provoque licenciements, misère, chômage, pertes de logements… bien loin même du « *socialisme modérément développé* » que promet Xi. Quant à la politique d'exportation soumise au durcissement de la concurrence, elle se traduit par une exploitation accrue du prolétariat chinois, tout en développant sa puissance et sa culture. Le développement rapide des trente dernières années a été pour lui une longue marche de bouleversements permanents : quitter l'isolement des campagnes pour la vie collective urbaine, construire les villes parmi les plus modernes et peuplées, les industries et les ports les plus productifs, accéder aux technologies et aux connaissances les plus avancées…

Le poids accru des milliardaires qui font entendre leurs intérêts privés provoque en retour la formulation par le prolétariat de ses aspirations, intérêts collectifs, revendications sociales et aussi démocratiques. Un sentiment de force collective se construit et s'exprime par des grèves, nombreuses, contre les licenciements, les fermetures d'usines, les bas salaires… Sur les réseaux sociaux, les coups d'éclats publics sont viraux, avec des messages comme « *Renversez la tyrannie du parti – fascisme rouge* » projetés sur des murs à la barbe des flics, ou « *Nous ne voulons pas d'un autocrate, nous voulons des votes.* » sur une immense banderole à Pékin pendant le dernier congrès du PCC. Malgré la répression qui frappe toutes les « *dissidences* », la déstabilisation de la dictature ouvre des brèches pour des mobilisations politiques, par exemple quand dans les usines, la politique ultra-sécuritaire « zéro covid » du régime était dénoncée, en posant la question de la démocratie contre l'arbitraire.

Loin d'être soumis ou apathique, le prolétariat approfondit une rupture avec le régime qui pouvait susciter une adhésion tant qu'il incarnait à la fois le développement national et la fierté de s'être libéré de la domination impérialiste lors de la révolution de 1949.

Trotsky écrivait dans *La Révolution permanente*[1] « *Pour les pays à développement bourgeois retardataire la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.* » Il ajoutait : « *Cependant, la dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique sera inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire les incursions profondes dans le droit bourgeois de propriété. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente...* ».

En Chine, la bourgeoisie nationale effrayée par l'irruption du prolétariat lors de la révolution de 1927, s'était soumise au chef de guerre qui l'avait écrasée dans le sang, Tchang Kaï-chek. Le prolétariat désarmé par la politique de Staline, vaincu, n'eut pas la force après la guerre d'intervenir sous son propre drapeau et laissa Mao le reprendre à la tête de son armée paysanne. En 1949, la faible bourgeoisie chinoise se rallia à Mao qui s'appuya sur le soulèvement de la paysannerie pauvre et du prolétariat pour prendre le pouvoir pour lui-même, l'appareil de son parti et de l'armée, masquant sa politique nationaliste bourgeoise derrière le drapeau du « *communisme* ». La révolution bourgeoise, populaire et nationale, mobilisa la paysannerie et le prolétariat au service d'un développement économique national bourgeois à partir duquel s'est construit l'étatisme du régime chinois, ersatz du régime issu de la contre-révolution stalinienne en URSS. Le développement national chinois après des décennies d'humiliation coloniale s'est accompli sous la férule dictatoriale du PCC contre le prolétariat en niant toute démocratie pour réaliser la formation d'une nouvelle bourgeoisie capitaliste.

Un aveuglement a voulu le présenter comme un autre modèle socialiste, sans expliquer ni à quel moment les travailleur·ses auraient pris le pouvoir, ni par quelle contre-révolution ce régime serait redevenu capitaliste. Le même aveuglement conduit aujourd'hui à voir dans la Chine actuelle la réplique symétrique de l'impérialisme américain, les deux engagés dans une rivalité inter-impérialiste reproduisant les schémas d'un passé révolu.

Il ne s'agit pas d'une appréciation morale mais d'inscrire le développement capitaliste de la Chine dans le cadre du développement inégal et combiné qui façonne les contradictions entre les classes et les nations du point de vue du prolétariat, des luttes d'émancipation et des possibilités révolutionnaires. Mettre sur le même plan l'empire américain qui a réalisé sa révolution nationale il y a plus de deux siècles et conquis, dominé, pillé la planète et son ennemi principal la Chine, outre que c'est une façon de de ne pas rompre avec la propagande officielle occidentale, empêche de comprendre les contradictions à l'œuvre et les nouvelles possibilités révolutionnaires.

La rivalité de l'empire américain et ses alliés, les vieilles puissances coloniales et impérialistes, avec la Chine et l'ensemble des puissances capitalistes émergentes, s'inscrit dans un capitalisme sans avenir, fini, dans lequel la concurrence mondialisée conduit à la récession voire à l'effondrement de l'économie. La Chine, comme les Brics, arrivent bien trop tard sur le marché mondial pour y trouver une place qui apporte le bien-être et la démocratie. Leur développement national se heurte aux limites du marché mondial. La guerre économique renforce les régimes de dictature et exacerbe les contradictions.

Ces contradictions sont insolubles dans le cadre du système capitaliste, alors que les transformations de la Chine ont fait du développement dynamique du prolétariat chinois une force nouvelle pour la révolution mondiale tandis que le prolétariat des vieilles puissances occidentales voit l'impasse des puissances impérialistes menacer de se refermer sur lui, sauf s'il brise le piège du nationalisme qui vise à le soumettre aux intérêts des classes dominantes. « *La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs* » écrivaient Marx et Engels. Les luttes en cours et à venir pour conquérir la démocratie et en finir avec l'exploitation rompront les carcans nationaux, la révolution permanente à l'œuvre…

François Minvielle

1 https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/rev-perm/rp10.html